

## Erdogan et le monde arabe : de la popularité au leadership ?

Par le Chef de bataillon Abdelka BENABDALLAH, Stagiaire de l'EMSST, en Formation Spécialisée arabe et turc à l'INALCO

La politique moyen-orientale de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*<sup>1</sup>, qualifiée de néo-ottomaniste, fait courir un risque à la Turquie, qui, compte tenu de ses équilibres internes et de la complexité de la région, a tout intérêt à modérer ses prétentions sur le monde arabe.



Empire ottoman au XVI<sup>ème</sup> siècle

En accédant au pouvoir en 1923, Mustapha Kemal établit la nouvelle République sur les principes de turcité anatolienne et de modernité. En interne, de grandes réformes sont lancées pour laïciser la société et faire émerger ou reconstruire une identité turque libérée de ses influences culturelles arabo-persanes. À l'extérieur, la Turquie porte ses regards vers le continent européen et se désintéresse des anciennes provinces arabes de l'Empire pour la plupart sous occupation française ou britannique.

Après le deuxième conflit mondial, la politique régionale turque s'aligne sur les intérêts de ses alliés européens et américains. Avec ses voisins arabes, l'État turc vise à préserver ses frontières et circonscrire la menace kurde.

<sup>1</sup> Parti de la Justice et du Développement

Dans les années 1960, émerge au sein des élites turques une volonté de s'affranchir des agendas diplomatiques des grandes puissances. Parallèlement, l'avènement de l'État hébreu et les guerres qui lui succèdent rapprochent progressivement les opinions publiques turques et arabes.

Mais ce n'est réellement qu'à partir des années 1990 qu'apparaît l'activisme diplomatique turc envers les pays du Proche-Orient. À cette époque, la Turquie renoue avec ses identités pré-républicaines et le président Turgut Özal met en application une politique étrangère qualifiée de néo-ottomaniste. Ce courant de pensée ambitionne avant tout de fonder un modèle multiculturel et multiethnique pour forger la cohésion nationale et mieux intégrer la Turquie dans le concert des nations en s'appuyant sur son passé cosmopolite et pluricontinental. Reprise au début des années 2000 par le ministre des Affaires étrangères de l'AKP Ahmet Davutoglu, la doctrine de « restauration » s'appuie désormais sur le levier islamique pour atteindre la « profondeur stratégique »<sup>2</sup> dans les territoires de l'empire et au sein des institutions internationales<sup>3</sup>.

L'opinion arabe, habituellement encline à dénoncer toute forme d'impérialisme, de sionisme ou de néo-colonialisme, fait preuve de tolérance, voire de bienveillance à l'égard de la nouvelle stratégie turque. Certes, la dynamique de son développement économique<sup>4</sup> ainsi que sa capacité à concilier identité musulmane et modernité ont conféré à la Turquie une certaine attractivité. Mais c'est également la popularité de Recep Tayyip Erdogan qui a permis à son pays de pénétrer plus profondément la région<sup>5</sup>. Le chef de file de l'AKP va même jusqu'à donner des leçons d'arabisme à ses voisins comme en janvier 2020 lorsqu'il fustige la « trahison [des dirigeants arabes] envers Jérusalem ainsi que leur propre peuple » suite à la mise en place du plan Trump pour le Proche-Orient.

Les succès engrangés par la Turquie néo-ottomane combinés à la popularité de son président peuvent-ils lui permettre de prétendre au leadership du monde arabe ?

Dans tous les aspects de la puissance, la Turquie s'est imposée comme l'acteur régional le plus influent de ce début de siècle. Néanmoins, pour préserver ses acquis et sa cohésion interne, elle n'a aucun avantage à pousser trop loin la logique du néo-ottomanisme. Une politique de « bon voisinage » semble mieux convenir à ses intérêts comme à ses capacités.

En effet, pour pouvoir s'affirmer à l'extérieur de ses frontières, la Turquie doit préserver son économie fortement internationalisée ainsi que le consensus interne dans lequel se confondent son identité et son positionnement diplomatique. Par ailleurs, un néo-ottomanisme trop ambitieux ne manquerait pas de provoquer des mesures de rétorsions de la part des autres puissances impliquées dans la région, et menaceraient ses alliances actuelles. Enfin, compte tenu de la complexité du monde

---

<sup>2</sup> Ahmet Davutoğlu, *Stratejikderinlik : Türkiye'ninuluslararasıkonumu*, KüreYayınları, 2001.

<sup>3</sup> ÖmerTaspınar, *Turkey's Middle East policies : between Neo-Ottomanism and Kemalism*, *Universitäts- und Landesbibliothek Sachsen-Anhalt*, 2008.

<sup>4</sup> La Turquie, 19<sup>ème</sup> puissance économique mondiale en 2020, a connu entre 2002 et 2017 un taux de croissance de son PIB compris entre 3,5 et 5% (selon les données de la Direction Générale du Trésor).

<sup>5</sup> Selon un sondage effectué en 2011 dans différents pays arabes par l'université du Maryland, 50% des sondés attribuaient à la Turquie « le rôle le plus constructif » dans la région tandis que 75 % considéraient R. T. Erdogan comme le meilleur des dirigeants mondiaux.

arabe et de la nature des relations historiques qui le lient à la Turquie, cette dernière à tout intérêt à y endosser un rôle de parrain plutôt que de leader.

- **Le néo-ottomanisme : une menace pour la cohésion nationale turque**

Si la doctrine néo-ottomane vise initialement à définir une conception plus inclusive de l'identité turque et à ouvrir les portes du monde arabe aux entreprises nationales, elle risque, poussée à l'excès, d'engendrer des effets contraires à ces deux objectifs.

Malgré les victoires électorales qui se sont succédées pour l'AKP au cours des dernières décennies, l'opposition au régime reste vigoureuse dans le pays. Sur le plan politique, le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*<sup>6</sup>), İYİ<sup>7</sup> et le HDP (*Halkların Demokratik Partisi*<sup>8</sup>) représentaient près de 45% de l'électorat aux dernières législatives de 2018. Pour un scrutin dont le taux de participation dépasse 86%, le vote en faveur de ces partis kémalistes ou progressistes rappelle au parti de R. T. Erdogan que le projet politique national ne peut être centré sur la référence au passé ottoman et l'expansionnisme.

Certes, le coup d'État militaire de 2016 s'est soldé par un échec qui a renforcé la mainmise de l'AKP sur les institutions du pays, mais la victoire étriquée du parti présidentiel aux élections municipales de 2019 ainsi que les défaites essuyées dans les villes d'Istanbul et d'Ankara (toutes deux remportées par les kémalistes du CHP), prouvent que la société turque ne partage pas unanimement les intentions de ses dirigeants.

Par ailleurs, la Turquie compterait près de 20% d'aléviés<sup>9</sup>. Cette branche du chiisme ne voit pas d'un bon œil la résurgence d'un ottomanisme sunnite qui ravive les souvenirs de sa persécution sous l'Empire et des pogroms de 1978, 1980 et 1993.

Au-delà du clivage idéologique, une partie de l'opinion turque ne perçoit pas l'avantage à mettre en jeu les intérêts de la nation ou la vie de ses soldats pour se lier à des populations arabes taxées de déloyauté depuis leur révolte de 1916-1919<sup>10</sup>. D'autant qu'en soutenant l'opposition à Bachar Al Assad, la Turquie a fait durer un conflit dont la population ressent les méfaits au quotidien. Les exportations de produits nationaux vers ou via le voisin en guerre se sont effondrées et l'accueil de 3 millions de réfugiés syriens aurait localement généré inflation immobilière et pression à la baisse sur les salaires.

Il serait exagéré d'affirmer que l'érosion du socle électoral de l'AKP est exclusivement liée à l'orientation néo-ottomane de sa politique extérieure, mais compte tenu de l'équilibre précaire entre le pouvoir et l'opposition, le parti de R. T. Erdogan doit veiller à ne pas trop contrarier l'isolationnisme inscrit par le kémalisme dans les gènes de l'identité turque moderne<sup>11</sup>.

---

<sup>6</sup> Parti Républicain du Peuple.

<sup>7</sup> Bon parti.

<sup>8</sup> Parti Démocratique des Peuples.

<sup>9</sup> Ali Kazancigil, *Idées reçues* [« La Turquie »], Le Cavalier Bleu, 2008.

<sup>10</sup> William Hale, (trad. Roxana Nadim), *La Turquie et le monde arabe : de la République kémaliste à la fin de la guerre froide (1923-1990)*, CNRS Éditions, 2011.

<sup>11</sup> Mustafa Kemal, « *La paix chez soi, la paix dans le monde* », 1931.

Vis-à-vis du monde arabe, si le modèle turc fonde son attractivité sur sa relative prospérité économique, cette dernière est également fortement dépendante de ses rapports avec ses voisins du Proche et Moyen-Orient. L'économie turque doit près de la moitié de son PIB au commerce extérieur et 20% de ses exportations sont à destination des pays du Proche-Orient<sup>12</sup>. Parallèlement, les importations d'hydrocarbures (correspondant à 90% de sa consommation en 2019<sup>13</sup>), le tourisme ainsi que les entrées de capitaux étrangers constituent des piliers essentiels de l'activité économique turque.

Dans ces conditions, une politique extérieure susceptible de crispier les partenaires économiques régionaux ou d'inquiéter, par l'instabilité qu'elle génère, les investisseurs et touristes étrangers pourrait mettre à mal le dynamisme économique turc déjà ébranlé depuis 2017 par une hausse de l'inflation, du chômage et une dépréciation de sa monnaie nationale.

Les visées néo-ottomanes de l'AKP n'exposent pas seulement la Turquie à des difficultés intérieures majeures, elles sont également susceptibles de remettre en cause des équilibres géopolitiques qui ont jusqu'à présent permis l'essor du pays.

- **Le retour des rivalités impériales**

En entreprenant de rétablir son influence sur les régions arabes qui appartenaient jadis à l'Empire ottoman, la Turquie se retrouve confrontée aux héritiers des rivaux de la Sublime Porte : la République islamique d'Iran et la Fédération de Russie.

C'est aujourd'hui en Syrie que le jeu d'influence entre ces trois acteurs atteint son paroxysme. Si les alliés du régime de B. Al Assad ont toléré l'intervention militaire de la Turquie dans le conflit, celle-ci a, pour sa part, renoncé à renverser le pouvoir en place et s'est contentée d'établir un corridor de sécurité pour empêcher les attaques des milices kurdes en Anatolie. Mais, bien au-delà du territoire syrien, les visées d'Ankara sur le monde arabe ne sont pas du goût de Moscou et de Téhéran qui possèdent également dans la région des intérêts à défendre et une légitimité à faire valoir.

Pour l'Iran khomeyniste, la volonté de porter au pouvoir les acteurs chiites chez ses voisins arabes est non seulement une question d'idéologie inspirée par sa révolution islamiste mais également une question de survie à l'heure des embargos et de l'affirmation d'Israël au Proche-Orient. De ce point de vue, le néo-ottomanisme d'une Turquie sunnite, constitutionnellement laïque et toujours membre de l'OTAN représente une menace que Téhéran doit contenir. L'Iran dispose pour ce faire d'une légitimité auprès des populations arabes chiites qui cherchent à s'émanciper de la domination sunnite. Au Yémen, au Liban, en Syrie et en Oman, les Chiites représentent des parts importantes de la population, tandis qu'au Bahreïn et en Irak, ils sont clairement majoritaires. La République islamique dispose par ailleurs d'un pouvoir de déstabilisation qui a fait ses preuves dans la région et qui pourrait, en s'appuyant sur les minorités kurdes et aléviennes de Turquie, calmer les ardeurs d'Ankara. En 2017, le Ministère iranien des Affaires étrangères, répondant aux critiques de R. T. Erdogan sur l'activisme iranien dans le Golfe, affirmait « Notre patience a des limites », propos qui ont été perçus comme une mise en garde à l'adresse d'Ankara.

---

<sup>12</sup> Données Banque Mondiale.

<sup>13</sup> Direction Générale du Trésor, ministère de l'Économie des Finances et de la Relance, 2019.

Parallèlement, les années 2010 ont marqué le retour de la diplomatie russe aux Proche et Moyen-Orient. Alors que la pression occidentale s'accroissait à l'ouest de la Fédération (notamment au travers de la révolution ukrainienne de 2014), la Russie percevait dans le bouleversement stratégique causé par les Printemps arabes le risque de se voir assiégée. Après avoir vu son allié libyen tomber en 2011, Moscou décida de ne pas laisser l'histoire se répéter et intervint directement pour soutenir le régime de B. El Assad en Syrie au grand dam de R.T. Erdogan.

Par ailleurs, il y a fort à parier qu'un aboutissement de la doctrine néo-ottomane dans les pays arabes conduirait la Turquie à pousser cette logique jusque dans les républiques turques et musulmanes d'Asie centrale. Aussi, pour préserver ses intérêts à moyen et à long terme, Moscou a tout intérêt à contrer et discréditer dès à présent la puissance régionale turque.

Dans cette optique, la diplomatie russe s'appuie naturellement sur ses forces militaires et la puissance de son industrie d'armement<sup>14</sup>. Elle exploite surtout des facteurs de légitimité régionale<sup>15</sup> et met habilement en avant la composante musulmane sunnite de sa population pour séduire les dirigeants arabes (le président tchétchène Ramzan Kadyrov jouant un rôle d'ambassadeur).

Face à ses rivaux russes et iraniens, la Turquie dispose d'un espace de manœuvre contraint dans le monde arabe. Un monde arabe qui, du reste, n'est pas enclin à redevenir le terrain de jeu des influences étrangères.

- **Le piège du leadership**

Un temps porté par le projet politique du panarabisme, le monde arabe ne se définit plus aujourd'hui que par sa dimension linguistique et géographique. Alors que les printemps révolutionnaires et les revendications chiites y avaient déjà semé les graines de la discorde, les processus de normalisation engagés entre plusieurs de ses membres et l'État d'Israël ont éliminé le dernier facteur de cohésion politique de cet espace. Un état de fait qui vient contrarier le projet néo-ottoman de l'AKP.

Malgré la popularité du président Erdogan au sein de l'opinion publique arabe (qu'il conviendrait d'ailleurs de réévaluer suite aux interventions militaires en Syrie puis en Libye et son implication dans la brouille entre les pays du Golfe persique), il n'est pas acquis que les peuples de la région soient prêts à se laisser séduire par les sirènes du néo-ottomanisme.

D'une part, de Gamal Abdel Nasser à Mouammar Kadhafi en passant par Saddam Hussein, les leaders nationalistes se sont succédé sans pouvoir accomplir les promesses de grandeur qu'ils portaient. Les Arabes ont progressivement adopté une conception plus pragmatique de la politique en se recentrant sur des problématiques locales et en reléguant à des niveaux secondaires les idéaux pan-arabiques ou panislamiques. Dans ce contexte, la diplomatie turque va devoir tenir compte des particularités de chaque pays pour étendre son influence.

Or, les préoccupations des différents pays arabes sont non seulement variées mais souvent antagonistes. Sahara occidental, Libye, Yémen, Syrie... la région est

---

<sup>14</sup> Cyrille BRET, *Les exportations d'armes : un levier d'influence géopolitique pour la Russie*, La Revue Géopolitique (diploweb.com), déc. 2017.

<sup>15</sup> Par opposition à un Occident postmoderne et déstabilisateur du Moyen-Orient, la Russie est perçue comme une puissance garante des valeurs traditionnelles et fidèle à sa politique de soutien aux acteurs étatiques régionaux.

empêtrée dans des luttes fratricides qui devraient inciter la Turquie à rester prudemment en retrait.

À titre d'exemple, en prenant fait et cause pour le Qatar suite à sa mise au ban du Conseil de Coopération du Golfe, la Turquie a vu ses productions cinématographiques (levier diplomatique influent) boycottées par les média saoudiens et émiriens.

D'autre part, la référence ottomane n'est pas forcément la meilleure pour conquérir les cœurs et les esprits dans la région. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les Tanzimats<sup>16</sup> menés de façon autoritaire par la Sublime Porte ont laissé des séquelles dans les provinces arabes. D'une manière plus générale, l'histoire des deux derniers siècles a fait naître de la suspicion à l'égard de toute puissance étrangère s'intéressant de trop près à la région, et ce d'autant plus que des éléments de politiques extérieure turque viennent jeter le doute sur la sincérité de ses intentions. En effet, en refusant toujours de reconnaître le Tigre et l'Euphrate comme des fleuves internationaux, la Turquie prive ses voisins syriens et irakiens de précieuses ressources en eau. Tandis que sur le plan diplomatique, le président R.T. Erdogan s'abstient désormais de dénoncer le sort de la minorité ouïgoure (qu'il qualifiait il y a peu de génocide) pour amadouer son nouveau partenaire chinois.

Aussi, pour continuer à bénéficier de son capital sympathie sans se retrouver prise au piège des rivalités intra-arabes, la Turquie doit revenir à une politique de bon voisinage telle qu'elle était initialement envisagée par A. Davutoglu.

- **En conclusion**

Il apparaît que l'incertitude stratégique engendrée par les révolutions arabes des années 2010 et le désengagement américain dans la région ont permis à une Turquie assise sur une prospérité de deux décennies de se repositionner au cœur du jeu politique moyen-oriental. Si elle n'est pas le seul pays à intervenir hors de ses frontières pour assurer sa sécurité ou défendre ses intérêts, elle doit néanmoins faire preuve de lucidité et de sagesse dans la poursuite de ses objectifs. En considérant le monde arabe comme un pré carré où sa légitimité est unanimement reconnue, elle risque de perdre tous les bénéfices acquis au cours de ces dernières décennies. Mais l'AKP, qui n'ignore pas ces risques, semble pour le moment plus préoccupé par le scrutin présidentiel de 2023 et par la nécessité de galvaniser sa base électorale autour d'une grandeur ottomane retrouvée. Cent ans après l'avènement de la République turque ce suffrage pourrait inciter la Turquie à adopter une position plus équilibrée ou la faire définitivement entrer dans une ère post-kémaliste.

---

<sup>16</sup> Réformes de modernisation politique inspirées des modèles européens.